



Assemblée des délégués de l'Union suisse des paysans Jeudi 19 novembre 2009 à Berne

Hansjörg Walter, Conseiller national et Président de l'USP

Seul le discours prononcé fait foi.

« Ne demandez pas un fardeau plus léger, mais des épaules plus solides. », disait autrefois le président américain Theodore Roosevelt. En ce moment, nous avons tous besoin d'avoir les épaules solides.

*Chers délégués de l'Union suisse des paysans,
Chères paysannes, chers paysans,
Chers invités, chers représentants des médias,*

Je vous souhaite une très cordiale bienvenue à la 77^e Assemblée des délégués de l'Union suisse des paysans. Je me réjouis de vous accueillir ici aujourd'hui.

La préparation de cette assemblée m'a donné passablement de fil à retordre. De quoi devrais-je vous parler, chères paysannes et chers paysans ? Je n'aimerais pas juste vous décrire la situation difficile qui règne dans l'agriculture à l'heure actuelle, puisque vous la connaissez très bien vous-mêmes. A vrai dire, j'estime que mon devoir est plutôt de vous expliquer les dessous de certaines questions et de vous montrer la lueur d'espoir qui point à l'horizon. En y réfléchissant, c'est l'image d'un mobile suspendu dans l'espace qui m'a le plus inspiré.

Nous, les paysannes et paysans, nous devons agir comme des entrepreneurs, telle est la devise générale qui prévaut dans l'agriculture depuis les débuts de la réforme agricole. C'est une bonne chose et sans doute tout à fait juste. Or, dans les faits, ce n'est pas toujours aussi simple. En effet, notre situation ressemble étrangement à un de ces mobiles. Notre destinée, elle aussi, dépend de plusieurs éléments suspendus à des fils ; et lorsqu'un seul fil est tiré, ce sont toutes les pièces qui se mettent en mouvement.

La nature représente un des éléments suspendus à un fil. Nous disposons des terres qui nous ont été données. Nous devons composer avec le climat local, car c'est lui qui nous impose des limites naturelles. Enfin et surtout, nous devons faire avec la météo, souvent capricieuse et indifférente aux besoins de la paysannerie. Nous travaillons dans et avec la nature. C'est elle qui détermine dans une large mesure si les récoltes seront abondantes ou médiocres. Cette année, la nature s'est montrée clémente avec nous, même si elle a exigé de nous d'accomplir un travail parfois très exigeant. Je pense notamment aux nombreux orages de l'été passé, qui ont amené de la pluie chaque jour presque partout et des chutes de grêle parfois violentes, ou encore à la sécheresse de l'automne. La nature nous a offert de grosses pommes de terre, de belles pommes, des raisins sucrés et assez de fourrages. En même temps, elle a insufflé un mouvement à notre mobile.

L'arrivée de grandes quantités provoque des retournements de situation sur le marché. Ainsi, durant la première moitié de l'année, nous avons produit plus de lait que ce que nous aurions pu en écouler en Suisse et à l'étranger. Aujourd'hui, les réserves de beurre débordent, et le prix du lait a encore chuté de 20 centimes en l'espace d'une année. Pour une exploitation de production laitière moyenne avec une production annuelle de 100 000 kilos, cela revient à une perte sèche de 20 000 francs. Dans ces ordres de grandeur, l'enjeu devient vital. Il n'est donc guère surprenant que l'état d'esprit des producteurs de lait oscille entre désespoir et colère. L'USP et moi-même en tant que président, nous le ressentons tous les jours, car nous devons faire face à un flot d'appels, de lettres et de courriels. Nous avons droit



à tout l'éventail de messages, des propositions pour sortir de la misère actuelle jusqu'à des propos injurieux nous accusant de ne rien faire ou de faire tout faux. Chères paysannes et chers paysans, je peux vous assurer que nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir ! Nous nous battons afin de trouver la meilleure solution dans l'intérêt de la majorité des producteurs suisses de lait ! La nouvelle Interprofession du Lait constitue la voie à emprunter afin d'y parvenir.

Pourquoi en sommes nous arrivés là ? La politique adoptée par l'Office fédéral de l'agriculture jusqu'à la suppression du contingentement laitier afin de gérer les quantités supplémentaires n'a certainement pas aidé à arranger les choses. Quoi qu'il en soit, l'époque des contingents officiels est révolue depuis le mois de mai dernier. Beaucoup de paysans ont cherché ou cherchent encore à compenser la chute des prix en produisant de plus en plus de lait. L'USP est persuadée que sans gestion des quantités des producteurs, la destruction de valeur ajoutée atteindra une telle ampleur que cette filière finira par causer sa propre perte. Et cette menace ne plane pas que sur les petites exploitations; elle concerne autant les grandes exploitations qui ont investi beaucoup d'argent.

C'est pour cette raison que nous nous engageons de toutes nos forces en faveur de la nouvelle Interprofession du Lait. Après des années de tergiversations, nous sommes enfin parvenus à créer l'IP Lait qui a entamé son travail sur-le-champ. Depuis lors, elle a déjà pris toute une série de décisions importantes. Celles-ci vont permettre de stabiliser le marché, nous en sommes persuadés. En font partie le modèle de marché à trois échelons, comprenant le lait contractuel, le lait de bourse et le lait d'allégement, ainsi que le principe de gestion des quantités. L'USP assure la direction par intérim de l'IP Lait, au même titre que sa présidence. Nous ne restons donc pas à nous tourner les pouces, loin de là. Nous faisons beaucoup de choses. Au lieu de juste protester, nous accomplissons tout un travail porteur de solutions dans les coulisses.

Les avis se partagent quant à savoir quelle serait la voie la plus juste ou la plus prometteuse à suivre. Nous avons donc également dû essayer des critiques à cause des décisions prises par l'IP Lait. C'est toujours plus simple de réclamer une meilleure solution tant qu'on ne doit pas l'imposer sur le marché. C'est toujours plus simple et un bon coup médiatique que de lancer des bottes sur la Conseillère fédérale Doris Leuthard. En revanche, c'est plus dur de lui demander de faire quelque chose d'utile pour nous, étant donné qu'il n'existe pas un minimum d'entente à l'intérieur même de l'agriculture.

Pourtant, d'autres filières agricoles traversent aussi une période difficile. La nature nous a donné plusieurs récoltes abondantes, par exemple de pommes de terre. Notre mobile de tout à l'heure s'est animé, car la pression sur les prix à la production s'est accentuée. L'élevage porcin se développe bien et en grand nombre, mais les prix pratiqués n'ont pas de quoi réjouir.

Le marché en tant qu'élément de notre mobile s'anime en suivant les mouvements de la nature. Il existe cependant aussi des facteurs d'influence externes qui peuvent animer notre mobile. Ainsi, l'arrivée de deux enseignes de hard-discount en Suisse a alarmé Coop et Migros, qui dominaient le commerce de détail jusqu'ici. Aujourd'hui, le seul souci de Migros et de Coop est d'être toujours moins cher que son concurrent historique. Dès que Coop ou Migros annonce une baisse de prix, l'autre le suit en l'espace de quelques heures. Lorsque cela se produit suite à une baisse du prix des matières premières, il est incontestable que les consommateurs devraient profiter des économies réalisées. Or, la spirale baissière actuelle comporte le risque que les prix soient de plus en plus souvent cassés sur le dos des paysans, et que ces derniers voient leurs recettes se réduire à peau de chagrin. Nous, les paysans, nous demeurons placés dans une relation de forte dépendance, puisque les deux géants du détail écoulent quand même plus de 80 % de notre production. Ce qu'il faut surtout relever, c'est que cette guerre des prix est parfaitement inutile. Les consommateurs suisses demandent de la bonne qualité à des prix équitables. Et ils veulent aussi que les paysans soient payés comme il se doit. Arrêtons enfin cette interminable discussion sur les prix - les denrées alimentaires ont aussi leur prix, un point c'est tout !



Les conditions cadres politiques constituent le troisième élément de notre mobile. Cette année en particulier, elles entrent pour beaucoup dans les fluctuations enregistrées de toutes parts et la pression qui s'est accentuée sur le marché. La suppression du contingentement laitier, la réduction de la protection douanière des céréales, l'ajustement du prix du sucre au niveau du marché mondial, la diminution des contributions à la culture d'oléagineux et de protéagineux, sans oublier la réduction des aides à l'exportation de produits à base de fruits à cidre et des contributions destinées à la mise en valeur des excédents de pommes de terre : chacun de ces exemples est à mettre au compte des dernières réformes agricoles et exerce aujourd'hui une influence sur la situation du marché.

Parmi les conditions cadres politiques figurent aussi le développement du système des paiements directs, la conclusion du cycle de Doha à l'OMC, les accords bilatéraux de libre-échange que nous concluons désormais à la chaîne ou encore l'accord de libre-échange agricole avec l'UE.

Prenons toutefois une chose après l'autre. Commençons par le développement du système des paiements directs. Je ne vais pas trop m'étendre sur le sujet, étant donné que toutes les questions d'importance demeurent encore ouvertes pour l'instant. Fondamentalement, je n'ai rien contre un ciblage renforcé des paiements directs et une amélioration de leur répartition. L'un des aspects les plus positifs tient au fait de vouloir donner une place à la sécurité d'approvisionnement. Cependant, les vraies questions qu'il faudra se poser sont les suivantes: combien d'argent sera alloué à quel domaine en fin de compte, et à quoi seront liés ces montants ? A mon sens, il ne serait guère judicieux de lier toutes les contributions à la surface. En effet, nous mettrions un frein encore plus grand à la mobilité des surfaces et encouragerions de manière trop restrictive la production extensive. Le but serait alors de disposer d'un maximum de surface et non pas d'y produire quelque chose. Je ne pense pas que cela soit conforme à la volonté des contribuables qui en supporteront les frais. Nous avons déjà exposé ce point de vue à plusieurs reprises à l'Office fédéral de l'agriculture et au Département fédéral de l'économie et nous allons nous battre pour le défendre le moment venu.

OMC : Je ne me fais aucune illusion à ce sujet. Un aboutissement des négociations et la forme concrète que pourrait prendre un accord ne dépendent en rien de la Suisse. Qui plus est, l'économie suisse n'a rien à y gagner, car tous autres dossiers clés sont encore moins avancés que le dossier agricole ou ne présentent aucun avantage pour la Suisse. Quant à l'agriculture, elle a beaucoup à y perdre. C'est pourquoi l'empressement mis dans cette affaire par notre ministre de l'économie m'irrite au plus haut point. Elle semble brûler d'impatience de pouvoir enfin apposer sa signature sur cet accord. Dieu merci, entre-temps, la donne a changé dans de nombreux endroits. La mondialisation effrénée n'est plus toujours vue comme la panacée. Bien au contraire, des spécialistes ont même reconnu que notamment l'enjeu de l'alimentation de l'humanité tout entière appelle non pas des solutions globales mais locales. La question de l'approvisionnement en denrées alimentaires et en eau est enfin reconnue comme un problème majeur. Pour la Suisse, un aboutissement des négociations à l'OMC devra dans tous les cas s'accompagner de mesures durables, afin d'atténuer les pertes économiques massives qui en résulteront.

C'est dans la même logique que s'inscrit l'accord de libre-échange agricole avec l'UE, qui a déjà donné lieu à de nombreuses discussions jusqu'ici. Ses partisans se plaisent à affirmer qu'un tel accord offrirait une échappatoire à l'agriculture suisse si les négociations devaient aboutir à l'OMC. Alors que nous aurions tout à perdre à l'OMC, un accord de libre-échange avec l'UE nous donnerait au moins quelques chances sur le marché européen. L'USP a développé un modèle de simulation dès le début de cette discussion. Ce modèle permet de calculer les conséquences économiques des différents scénarios envisagés. Le modèle a été mis à jour, et ses résultats sont sans équivoque. Un aboutissement à l'OMC sans mesures d'accompagnement ferait fondre de moitié le revenu agricole, pourtant déjà trop bas à l'heure actuelle. Jusqu'ici, cela ne nous apprend rien de nouveau. Un accord de libre-échange avec l'UE se révélerait presque aussi désastreux. Là encore, cela ne nous apprend rien de nouveau. En revanche, le nouveau calcul intégrant les deux scénarios a de quoi susciter de fortes inquiétudes. Le scénario OMC et accord de libre-échange avec l'UE entraînerait une chute encore plus grave des revenus actuels des paysans. L'explication à cela est simple : un accord à l'OMC entraînerait aussi une



chute des prix européens. L'écart entre la Suisse et l'Europe se creuserait encore davantage par rapport à la situation actuelle sans accord à l'OMC, tandis que les paysans subiraient une nouvelle perte de revenu. Il paraît donc hors sujet de vouloir parler d'échappatoire dans ce contexte! Des pourparlers avec Bruxelles ont lieu à l'heure actuelle. Je peux toutefois d'ores et déjà vous assurer une chose : l'Union suisse des paysans combattra de toutes ses forces un éventuel accord. Il n'existe pas de mesure d'accompagnement qui puisse compenser à cent pour cent les pertes des familles paysannes ! Surtout que nous ne voulons pas recevoir davantage d'argent de la part de l'État, mais obtenir des prix équitables pour nos produits.

Dans un communiqué de presse diffusé au début du mois de septembre, nous avons aussi relevé le fait que nous ne sommes pas les seuls à rejeter un accord de libre-échange agricole. Il existe un grand nombre d'entreprises dans la transformation et le commerce qui sont essentiellement tournées vers le marché intérieur et qui ne trouveraient plus aucune perspective dans de telles circonstances. Elles n'osent cependant pas le déclarer en public, par crainte de voir leurs commandes reculer chez leurs clients. Par conséquent, il est d'autant plus important que nous appelions les choses par leur nom.

Voilà les quelques mots que je voulais vous livrer à propos des conditions cadres politiques en tant que partie intégrante de notre mobile. En plus de cela, nous sommes aussi actifs sur de nombreux autres plans. La lutte contre la maladie de la langue bleue, l'inscription de la souveraineté alimentaire dans la loi sur l'agriculture, l'adaptation de la loi sur les denrées alimentaires au droit européen, la loi sur la protection des marques, l'utilisation des armoiries suisses, les questions concernant l'aménagement du territoire, la protection des terres cultivées – pour n'en citer que quelques-uns.

Vous pouvez constater que les conditions cadres politiques constituent l'élément le plus tiraillé de notre mobile. A vrai dire, il est tiraillé de tous côtés, tantôt emporté par les bourrasques d'un vent de libéralisation, tantôt animé par une volonté de progrès écologique et d'exigences élevées.

Dans ce mobile, la famille paysanne s'évertue à réinstaller en permanence un fragile équilibre. Le prochain coup de vent ne se fait jamais attendre, et toutes les pièces se remettent en mouvement. La famille paysanne doit gérer cet ensemble. Or, comme les différentes pièces du mobile ne relèvent pas de ses compétences, elle se trouve condamnée à réagir. Dans ce contexte, notre mission à l'Union suisse des paysans consiste à atténuer les mouvements venant du marché et des conditions cadres politiques et, dans la mesure du possible, de les rendre plus prévisibles. Car à notre sens, ce dont les familles paysannes ont le plus besoin, ce sont des perspectives claires et durables et des repères fiables. Sans oublier des prix équitables pour leurs produits de haute qualité. C'est pour cela que nous nous engageons !

Que la situation puisse changer en très peu de temps constitue aussi un bon côté dans notre mobile. Or, je suis persuadé qu'elle va bientôt changer.

Merci de votre attention !

Brugg, 19 novembre 2009